

Newsletter N° 24 - Septembre 2011

Le e-bulletin de la Plateforme des collectivités locales ACP est un bulletin électronique d'informations produit tous les trois mois par la Plateforme des collectivités locales ACP (ACPLGP - ACP Local Government Platform). L'éditeur de ce bulletin invite les lecteurs à faire des commentaires et fournir des informations sur la question des collectivités locales au niveau de leurs organisations, des autorités locales et de leur pays. Ce bulletin est également accessible via le site web de la Plateforme au <http://www.acplgp.net>.

Programme Acteurs non-étatiques et Autorités locales - Appel à propositions le 01/11/2011

La Commission européenne publiera prochainement un appel à proposition global dans le cadre du programme thématique "Acteurs non-étatiques et Autorités locales dans le Développement". Il s'adressera aux Autorités locales dans le cadre des objectifs 1b [Actions dans les pays partenaires (interventions multi-pays)] et 2 [Sensibilisation et éducation au développement en Europe] du programme. Il sera publié sur le site web de DG DEVCO le 1^{er} Novembre 2011.

Appels à propositions de la CE encore ouverts/prévus

Divers appels à proposition de la CE ouverts/prévus concernant des programmes qui peuvent intéresser les collectivités locales ACP sont visibles sur

https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi_welcome&nbPubliList=25&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=AS&pgm=7573847&ZGEO=&debpub=&finpub=&aoet=36538

• Programme 'Acteurs non étatiques et autorités locales'

Pays	Date limite	Budget* (EURO)	Référence
Congo Brazzaville	28/11/2011	3.610.000	EuropeAid/131947/L/ACT/CG
Congo RDC	15/12/2011	4.900.000	EuropeAid/132015/L/ACT/CD
Ouganda	10/10/2011	5.180.000	EuropeAid/131693/L/ACT/UG
Erythrée	ouvert	1.000.000	EuropeAid/131937/L/ACT/ER
Cameroun	17/10/2011	7.000.000	EuropeAid/131649/L/ACT/CM
Erythrée	ouvert	250.000	EuropeAid/131033/L/ACT/ER
Libéria	ouvert	1.999.000	EuropeAid/131290/L/ACT/LR

* Budget total pour les acteurs non étatiques et autorités locales.

• IEDDH : Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Jamaïque	ouvert	N.D.	EuropeAid/131840/L/ACT/JM
Swaziland	ouvert	600.000	EuropeAid/131819/L/ACT/SZ
Niger	12/12/2011	600.000	EuropeAid/131797/L/ACT/NE
Mali	12/10/2011	300.000	EuropeAid/131850/L/ACT/ML
Ouganda	04/10/2011	299.522	EuropeAid/131525/L/ACT/UG
Burundi	ouvert	400.000	EuropeAid/131770/M/ACT/BI
Jamaïque	prévu	600.000	EuropeAid/128794/M/ACT/JM
Djibouti	ouvert	300.000	EuropeAid/130188/L/ACT/DJ
Papouasie Nlle Guinée	ouvert	295.000	EuropeAid/131030/L/ACT/PG

• Sécurité alimentaire

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Congo RDC	17/11/2011	22.805.700	EuropeAid/131530/L/ACT/CD
Tous pays	prévu	20.000.000	EuropeAid/131792/C/ACT/Multi

• Divers domaines dans les pays ACP

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Swaziland	17/10/2011	9.870.000 (SZL)	EuropeAid/131788/M/ACT/SZ
Swaziland	14/11/2011	150.000	EuropeAid/131794/M/ACT/SZ
Swaziland	14/11/2011	150.000	EuropeAid/131795/M/ACT/SZ
Belize	ouvert	N.D.	EuropeAid/131679/M/ACT/BZ
Vanuatu	prévu	250.000	EuropeAid/127380/D/ACT/VU
Sainte Lucie	ouvert	2.764.500	EuropeAid/127383/D/ACT/LC
Burundi	prévu	N.D.	EuropeAid/127612/M/ACT/BI
Guinée (Conakry)	ouvert	1.000.000	EuropeAid/128104/M/ACT/GN
Cote d'Ivoire	ouvert	2.520.000	EuropeAid/128169/M/ACT/CI
Guinée (Conakry)	ouvert	705.790	EuropeAid/129422/M/ACT/GN

La prévision des appels à propositions globaux 2011 a été mise à jour.

http://ec.europa.eu/europeaid/work/funding/documents/call_forecast.pdf

Programmes d'action annuels du Fonds européen de développement pour les pays ACP.

http://ec.europa.eu/europeaid/work/ap/aap/2011_fr.htm

Nouvelles de l'UE

Sympathie à l'égard des relations ACP-UE

S'il est vrai que le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) doit se renforcer politiquement, l'UE doit se préparer à reconduire son partenariat avec les pays ACP en veillant à ce qu'il ne soit plus une simple relation de donateur à bénéficiaires. Tels sont quelques-uns des points de vue présentés dans un [rapport spécial](#) sur l'avenir des relations entre les ACP et l'UE, récemment publié par The Broker, et pendant une [conférence](#) sur ce thème, organisée en juillet à Maastricht par le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM). Le partenariat entre les ACP et l'UE, scellé par un traité connu sous le nom d'accord de Cotonou, se termine en 2020. Comme on pouvait s'y attendre, les participants à la réunion ont reconnu pour la plupart que le partenariat mérite d'être renouvelé. Cependant, le point de vue largement partagé est que sous sa forme actuelle, le partenariat ressemble trop à une relation de donateur à bénéficiaires. Sans les 4.400 millions d'euros que le Fonds européen de développement (FED) octroie chaque année aux pays ACP, est-ce que les ACP existeraient en tant que groupe d'États sur la scène internationale ? De nombreux participants à la conférence ont exprimé leur espoir de voir les ACP occuper une position politique plus importante dans les prises de décisions internationales et explorer de nouvelles possibilités de coopération avec des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil. D'autres sont plus sceptiques ; ils font observer que le groupe des ACP est trop diversifié et trop dispersé sur le plan géographique pour opérer efficacement en tant que bloc politique. D'autres encore pensent que les ACP devraient continuer à se concentrer sur leur rôle de principal partenaire de la coopération au développement européenne et renforcer les relations intragroupes.

http://brussels.cta.int/index.php?option=com_k2&view=item&id=5771:hearts-and-minds-for-acp-eu-relations

Futur partenariat ACP-UE: Piebalgs suggère un temps de réflexion

Au cours d'une réunion avec la commission de développement du Parlement européen, le commissaire chargé du développement, Andris Piebalgs, a évoqué d'un ton sceptique le partenariat entre les ACP et l'UE après 2020. « Nous avons besoin d'un débat politique approfondi avec nos partenaires », a-t-il déclaré, tout en ajoutant que les pays ACP devraient eux aussi réfléchir activement au partenariat ACP-UE. Nous ne voulons pas que le plus petit dénominateur commun du groupe des ACP détermine nos relations », a souligné Piebalgs, en pointant tout particulièrement les questions relatives aux droits de l'homme et à la gouvernance. Il s'est dit déçu de ce que la Commission n'a pas été capable de progresser sur ces questions dans les négociations avec les pays ACP. La Commission européenne publiera cet automne ses nouvelles perspectives politiques en matière de développement et se concentrera plus fortement sur les droits de l'homme et la bonne gouvernance.

Les membres du Parlement européen (MPE) ont fait bon accueil aux propositions relatives au nouveau budget de développement dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020. Le président Nirj Deva a déclaré que les propositions de la Commission représentent une « augmentation considérable » des fonds de développement dans une période de contraintes financières tant pour le Fonds européen de développement (FED) que pour l'Instrument de coopération au développement (ICD). Le commissaire Piebalgs a ajouté que la Commission cherchait à faire preuve d'humilité, mais aussi d'ambition. « J'essaie de formuler une proposition qui reste acceptable pour les pays membres », a-t-il déclaré.

Dans le futur, les MPE espèrent qu'un accord entre le Conseil et la Commission européenne sera trouvé et donnera plus d'autonomie à la Commission dans la prise de décisions, tout en faisant l'objet d'un contrôle attentif du Parlement. Cela permettrait à la Commission de réagir rapidement aux évolutions dans les pays partenaires. Cependant, les représentants des États membres ont récemment recommandé au Conseil de ne pas approuver cette proposition.

http://brussels.cta.int/index.php?option=com_k2&view=item&id=5791:piebalgs-suggests-reflection-time-about-future-acp-eu-partnership

Nouvelles des ACP

Nouveau site web du Groupe Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP). <http://www.acp.int/>

Cotonou : de sombres nuages sur l'avenir des relations ACP-UE

De sombres nuages s'amoncellent au-dessus des relations ACP-UE. D'aucuns voient 2020, date de péremption de l'actuel accord de Cotonou, comme le moment de tirer le rideau sur cette expérience originale de partenariat et pour l'existence elle-même du groupe ACP. Et ce, au profit de stratégies déjà en construction entre l'Europe et chaque continent séparément ainsi que d'accords de partenariat économiques avec un Sud morcelé en de multiples régions (marchés). Certes, le groupe des pays ACP, fort d'une longue (et parfois difficile) expérience d'un destin politique commun, tient en partie celui-ci entre ses propres mains. Entre accepter une lente érosion de la place de choix qu'il avait conquise dans les relations avec l'Union et vouloir simplement reconduire l'Accord de Cotonou en 2020, diverses formules existent (et, dans les faits, font déjà l'objet de réflexions). Par exemple élargir le groupe à d'autres pays mais aussi à d'autres partenariats pour compenser le désintérêt qui gagnerait l'Union européenne.

C'est que les réformes institutionnelles et les approches de la coopération qui se développent actuellement accélèrent le besoin de réfléchir en profondeur sur le futur cadre des relations ACP-UE. Le Livre vert ne mentionne pas ce partenariat et ne propose pas de réflexion substantielle sur la question de partenariat alors que celui-ci devrait rester le socle de toute politique de coopération. Aucun « desk ACP » n'est prévu au sein du Service Européen d'Actions Extérieures (SEAE) mais bien des desks régionaux (Afrique, Asie, Pacifique et

Amériques, etc.). Ceci semble signifier que l'UE privilégie une régionalisation du dialogue politique. La stratégie Afrique-UE devrait ainsi devenir le nouveau cadre pour les relations entre l'Afrique et l'UE, malgré les limites que sa mise en œuvre a déjà dévoilées (pas de soutien financier clair, faible implication des Etats membres de l'UE, etc.) Cette régionalisation du dialogue politique pourrait donc conduire à une marginalisation de l'Accord de Cotonou et à un affaiblissement des institutions et du dialogue ACP-UE. En outre, le dialogue politique avec un certain nombre de pays africains a tendance à se centrer sur les questions de sécurité : l'UE a adopté récemment des stratégies spécifiques pour les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique, élaborées en partie en raison de ses préoccupations en la matière.

Par ailleurs, les priorités du Livre vert seront probablement reflétées dans la programmation de l'aide destinée aux pays ACP. Le FED, par exemple, pourrait être davantage utilisé pour soutenir des objectifs de croissance, pour financer des investissements ainsi que de gros projets d'infrastructures alors que le soutien aux secteurs sociaux pourrait encore décliner. Une partie du fonds FED sera utilisé pour le financement des stratégies de l'UE pour le Sahel et la Corne de l'Afrique.

Enfin, étant donné que le SEAE est responsable de la politique européenne de sécurité et sera impliqué dans la programmation du FED, les intérêts de politique étrangère et de sécurité de l'UE pourraient se refléter davantage dans les documents de stratégies par pays. Il existe déjà une tendance à l'utilisation des ressources du développement pour financer des objectifs à dimension militaire (par exemple à travers la Facilité « paix » du FED). Source : Bulletin Cotonou N 42 - <http://www.cncd.be/-Bulletin-Cotonou->

***** Annonces

Comment les collectivités locales peuvent être proactives en répondant et s'adaptant au changement climatique ? Comment peuvent-elles planifier et mettre en œuvre des solutions pour les défis environnementaux ? Comment peuvent-elles promouvoir le développement de façon plus durable ? Qu'est-ce qu'on peut apprendre des pays comme le Brésil, l'Indonésie et le Bhoutan ?

A ce cours intensif qui aura lieu du 16 au 21 octobre 2011 à La Haye, Hollande, des experts réputés partageront avec vous les dernières innovations en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Nous allons faire un zoom sur la conception et la mise en œuvre de programmes de développement local durable visant à protéger l'environnement global, ainsi qu'à améliorer la qualité de vie des citoyens. En outre, vous allez visiter des projets innovants en matière de lutte contre la pollution de l'air et de gestion durable de l'eau. Tout au long du cours il y aura assez de temps pour partager vos expériences, poser vos questions et apprendre des autres participants. Le cours s'adresse principalement à des personnels à mi carrière et cadres supérieurs de municipalités, ministères, donateurs bilatéraux, agences multilatérales et ONG qui veulent être informés des derniers développements dans cet important domaine en forte expansion. Pour plus d'information :

<http://www.thehagueacademy.nl/training-programmes/open-courses-2011/training-climate-change-and-sustainable-local-development/>

Cours sur la gouvernance locale et la décentralisation rurale

Wageningen UR et l'Institut Tropical Royal Hollandais organisent un cours international sur la Gouvernance locale et Décentralisation, qui aura lieu en Hollande du 27 février au 9 mars 2012. La décennie passée a vu un intérêt grandissant dans le rôle de la gouvernance en stimulant le développement économique local et la gestion durable des ressources naturelles. Le rôle des gouvernements s'oriente désormais vers la création d'un environnement favorable et la facilitation du développement plutôt que le pilotage de celui-ci. Ceci a amené à la compréhension que la gouvernance locale pour le développement rural doit être abordée suivant la perception de plusieurs acteurs. Les participants apprendront à faire face à la complexité de la gouvernance et à s'engager avec diverses parties prenantes pour améliorer la prestation des services, orienter le développement économique local et améliorer la gestion des ressources naturelles. Les participants quitteront le cours avec une meilleure compréhension de la position actuelle et désirée de leur organisation, leurs rôles et intérêts en relation avec la gouvernance locale pour le développement rural.

http://www.cdi.wur.nl/UK/newsagenda/agenda/Local_governance_and_rural_decentralisation.htm

***** Lecture

Laboratoire Citoyennetés. Bulletin d'information. Janvier - Juin 2011.

http://www.labo-citoyennetes.org/documents/173_Bulletin18_LC.pdf

Development Partners Working Group on Local Governance and Decentralisation Newsletter N 9.

http://www.dpwg-lgd.org/cms/upload/pdf/NEWSLETTER_09_DeLoG.pdf

Accountability through dialogue. The Presidência Aberta e Inclusiva in Mozambique. German Development Institute. Accountability is a central feature of democracy. Developing countries as well as the OECD-donor community have committed themselves to working towards the improvement of domestic accountability in developing countries. This paper summarises the results of an empirical study on accountability in Mozambique. It focuses on the Presidência Aberta e Inclusiva (PAI, Open and Inclusive Presidency), a legally not codified institution for accountability introduced by President Armando E. Guebuza. It provides a public forum for the president to engage in a dialogue with the population and the local administrations, in combination with an ongoing process of decentralisation. This study shows that the interaction between formal and more informal institutions has a mixed influence on policymaking and democracy. Overall, there is an untapped potential to improve the PAI as an institution for accountability that strengthens formal institutions.

[http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3_e.nsf/\(ynDK_contentByKey\)/ANES-8JBEG2?Open&utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+local_governance_decentralisation+%28Governance%3A+Local+Governance+and+Decentralisation+%29](http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3_e.nsf/(ynDK_contentByKey)/ANES-8JBEG2?Open&utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+local_governance_decentralisation+%28Governance%3A+Local+Governance+and+Decentralisation+%29)

Decentralisation in Commonwealth Africa. Experiences from Botswana, Cameroon, Ghana, Mozambique and Tanzania. Commonwealth Secretariat. The aim of a well-designed decentralisation programme is to deliver effective services to all citizens and to deepen democracy through active popular participation in local governance. Through detailed case studies of decentralisation policies in five sub-Saharan African countries - Botswana, Cameroon, Ghana, Mozambique and Tanzania - this book edited by Janet Kathyola and Oluwatoyin Job examines the challenges presented, lessons learned, and recommends ways to improve policy implementation. It is clear from the analysis that there is no 'one size fits all' design of decentralisation policy. Policy-makers worldwide can use the lessons learnt and good practices presented here to better inform and advance their own decentralisation agenda.

http://publications.thecommonwealth.org/decentralisation-in-commonwealth-africa-868-p.aspx?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+local_governance_decentralisation+%28Governance%3A+Local+Governance+and+Decentralisation+%29

Resource Guide on Decentralisation and Local Government. Commonwealth Secretariat. Estimates suggest that decentralisation is currently being pursued in over 80 per cent of developing countries worldwide. For many people, local government is the part of government that most directly impacts on their lives, particularly via the provision of local services like water, sanitation, primary education and primary healthcare. This resource guide provides practical guidance for designing, implementing and evaluating decentralisation reforms and local government practices to ensure they are as effective as possible. It also synthesises and presents current debates on the impact of decentralisation and local government on poverty reduction, service delivery and conflict as well as providing links to cutting-edge research and recent case studies. The guide includes summaries of key texts. Each short summary provides a link to an extended summary which can be found in the alphabetised appendix.

http://publications.thecommonwealth.org/resource-guide-on-decentralisation-and-local-government-861-p.aspx?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+local_governance_decentralisation+%28Governance%3A+Local+Governance+and+Decentralisation+%29

Local Governance and ICTs in Africa, Case Studies and Guidelines for Implementation and Evaluation.

With governance high on the agenda in Africa, many governments are using information and communications technologies (ICTs) to introduce innovations in their structure, practices and capacities as well as in the ways they use human capital and deliver services to citizens. But the potential for e-governance in Africa remains largely unexploited. This book addresses the lack of evidence on ICTs in local governance in Africa. At its heart lies the conviction that ICT can enable local governments to engage citizens to participate in democratic processes and to engage in public sector management so creating socio-economic developments at local and national levels. It provides an important collection of studies and analyses on the transformative potential of ICT. The book provides a synthesis of the findings and a roadmap to assist government decision makers in implementing and evaluating their own e-local governance projects.

http://fahamubooks.org/book/?GCOI=90638100266630&utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+local_governance_decentralisation+%28Governance%3A+Local+Governance+and+Decentralisation+%29

Support local governance to get research into policy.

Researchers who work in developing countries are increasingly being asked by funders to demonstrate that their findings are being taken up in policy and practice. One way researchers can draw attention to their results is by building relationships with highly influential individuals, often referred to as 'policy entrepreneurs'. Policy analysis research has repeatedly shown that well-placed, well-networked, or highly respected people can play an important, informal role in getting research issues on the agendas of decision makers, or moving the policymaking process forward when it stalls. But there is a key problem with this strategy - it is not exactly a model of good governance. Donors concerned with getting research findings into policy, but equally concerned with not dominating local priorities, should work to support or develop local institutions that review, process and recommend evidence to policymakers.

http://www.scidev.net/en/science-communication/influencing-policymakers/opinions/support-local-governance-to-get-research-into-policy-1.html?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+local_governance_decentralisation+%28Governance%3A+Local+Governance+and+Decentralisation+%29

Pour toute demande d'information/commentaire/contribution au Newsletter, veuillez contacter :

ACPLGP - Avenue Eugène Plasky, 8/12 - 1030 Bruxelles, Belgique

Tél : +32.(0)2.732.85.62 - Fax : +32.(0)2.742.36.73

Email : platform@acplgp.net - Site web : www.acplgp.net



Avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la Plateforme ACPLGP et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

